

Séance publique - 16 octobre 2011

✉ contact@amis-de-montlucon.com
www.amis-de-montlucon.com

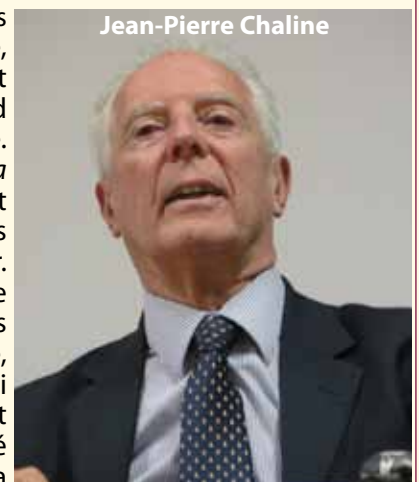
HIER, AUJOURD'HUI, DEMAIN : LES SOCIÉTÉS SAVANTES DANS LA VIE CULTURELLE LOCALE

Déjà, dans son numéro 609 du 17 janvier, le bulletin municipal *Montluçon Notre Ville* annonçait le centenaire de la société des Amis de Montluçon, lui consacrant trois pages. Jusqu'à cette année 2011, les *Amis de Montluçon* était une association discrète qui ne se faisait connaître que par ses conférences mensuelles, ses deux excursions annuelles et l'ouverture du château de Bien-Assis pour ses expositions ou les journées du patrimoine. Devenue centenaire, il était normal que cela se sache et se fête. Aussi un petit groupe de ses membres s'est formé, sous la houlette dynamique et minutieuse du président Jean-Paul Michard, et a retroussé ses manches pour dévoiler les activités des *Amis de Montluçon* et les sortir de l'ombre.

D'abord, en préliminaire du centenaire, un concours a été organisé, en partenariat avec l'Éducation nationale, sur la période scolaire septembre 2010 - mai 2011, destiné aux classes CM1 et CM2 dans la circonscription de Montluçon sur le thème : « *Témoignage du passé industriel de notre région* ». Les deux écoles gagnantes se sont vues remettre chacune un ordinateur portable.

Ensuite, les 13, 14 et 15 mai 2011, s'est tenu, dans l'amphithéâtre de la cité administrative, le congrès de la Fédération des sociétés savantes du centre de la France, avec pour thème « *L'Industrie métallurgique de l'Antiquité à nos jours* ».

Puis, du 5 au 18 septembre, les *Amis de Montluçon* ont sorti une partie de leurs trésors pour les présenter lors d'une exposition dans la salle des congrès de la mairie, ce qui a montré la santé de la société. Cette exposition a ensuite été fort bellement présentée à la foire exposition du 20 septembre au 2 octobre, dans un stand vaste et lumineux où de très nombreux visiteurs ont pu en apprécier la qualité. Certains, conquis, y ont même fait leur adhésion. Tout cela a permis au journal *La Montagne* de mettre plusieurs fois en évidence les *Amis de Montluçon*, lesquels font



Jean-Pierre Chaline

partie des cinq sociétés savantes de l'Allier. Mais, de fait, que sont-elles ces sociétés savantes ? Leur histoire, fort ancienne et qui n'a rien de suspect ni de nébuleux, a été présentée lors de la conférence ouverte au public, à la ferme des Ilets, ce 16 octobre, en couronnement du centenaire, par Jean-Pierre Chaline : « *Hier, aujourd'hui, demain : les sociétés savantes dans la vie culturelle locale* ».

Le conférencier, professeur émérite à l'université Paris-Sorbonne en histoire de la III^e République, est président de la Société d'histoire de Normandie et de la Société des Amis des monuments rouennais, membre de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen, directeur de la revue *Études normandes* et, en outre, spécialiste des sociétés savantes de France. Sa conférence a été suivie avec un grand intérêt par les soixante personnes présentes qui ont découvert l'implication de ces sociétés dans la vie sociétale et culturelle. Suivons-le donc.

À noter sur votre agenda...

Vendredi 18 novembre, 17 h 30
salle Salicis

Éric Bourgougnon :

- *Essai de typologie de l'habitat
en Ville-Gozet (1850-1950)*

Vendredi 9 décembre, 17 h 30
salle Salicis
(Assemblée générale annuelle)

David Lallemand :

- *Approche archéologique du phénomène
des ateliers de potiers gallo-romains dans
le département de l'Allier*

C'est en Italie, berceau de la Renaissance et de l'humanisme, que ces sociétés d'érudition se sont créées sous la forme d'académies. La plus ancienne, vers 1540, semble être celle de Padoue. Galilée en fut membre. En 1542 ce fut à Florence, sous le patronage de Pétrarque à Arezzo. Puis, en 1603, à Rome sous l'égide du pape, fut fondée l'*Académie des Lincei*, qui existe toujours et constitue un peu l'équivalent de notre Académie française, laquelle fut fondée en 1635 sous l'égide de Richelieu. Mais elle avait été devancée d'environ trente ans par l'académie d'Annecy, due à saint François de Sales.

Au XVII^e siècle, une élite instruite s'est détachée, désireuse de retrouver la culture antique telle que la pratiquait Platon et ses disciples à Athènes. Elle rassemblait les lettrés, savants ou amateurs d'art de la cité dans le jardin d'Akadémos, d'où le nom d'académie. Elle offrait le modèle d'un foyer de culture rayonnant alentour et contribuait à la diffusion des goûts et des modes de pensée nouveaux grâce à des bibliothèques, à des collections, et à toute une correspondance avec l'élite intellectuelle du temps.

La création de l'Académie française fut différente, car elle se fit à l'échelle de la France. Sa mission était d'épurer et fixer notre langue en créant le *Dictionnaire*, une ambition de Louis XIV qui servit de modèle aux autres grands pays européens : Ainsi naquirent *La Royal Society* de Londres (1662), l'Académie de Berlin (1700), et celle de Saint-Petersbourg (1724).

En France, au tournant du XVII^e siècle avec la diffusion des « Lumières », se sont formées les académies provinciales : Arles (1669), Soissons (1674) ou Villefranche-sur-Saône (1695), à l'initiative de quelques grands seigneurs amis des Lettres qui leur permettaient d'obtenir les indispensables patentes consacrant leur reconnaissance officielle. Certaines de ces académies étaient basées sur des joutes poétiques. Ce fut le cas à Toulouse, avec les traditionnels *Jeux floraux*, dont l'origine remontait au temps des troubadours, et aussi à Rouen, avec le « *Puy des palinods* » où la sœur de Blaise Pascal, Jacqueline, obtint un prix de poésie vouée exclusivement à la Vierge Marie. Ce concours dû souffrir de la création à Rouen, en 1744, d'une Académie des sciences, belles-lettres et arts. Au total, ce sont 33 académies provinciales qui sont nées sous l'Ancien Régime, les dernières étant celles d'Agen (1776) et de Valence (1784). Une seule concerne

le centre de la France, celle de Clermont, fondée assez tardivement au milieu du XVIII^e siècle.

Toutes ces académies s'appuyaient sur des villes de parlement, des capitales de province, toutes cités comptant une élite instruite de magistrats, d'administrateurs, d'officiers de marine, d'universitaires ou de médecins. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle s'établirent aussi des sociétés d'agriculture visant à développer l'agronomie mais ne délaissant pas pour autant les activités de l'esprit.

Avec les sociétés de médecine, il n'y avait guère, en 1789, qu'une soixantaine de sociétés vraiment « vivantes » selon le conférencier. Ces compagnies avaient créé des bibliothèques, des collections, des jardins botaniques. Elles distribuaient des récompenses aux hommes de talent et contribuaient au progrès technique. Très liées aux institutions monarchiques et aux élites aristocratiques, elles subirent le rejet révolutionnaire. Un décret du 8 août 1793 les abolit d'un coup, confisquant en même temps leurs biens. Les instigateurs en étaient l'abbé Grégoire et le peintre

David. Sous le Directoire, un assouplissement

donna l'autorisation de fonder des « *sociétés libres pour concourir au progrès des sciences, des lettres et des arts* ».

Sous le Consulat et l'Empire, les anciennes compagnies savantes et les universités abolies furent rétablies, en même temps que la création des lycées. Étaient donc reconnues l'activité des compagnies savantes et leur utilité pour le développement culturel et scientifique du pays. Mais leur accès était difficile et leur effectif statutairement limité.

Gardant leur esprit d'autrefois, elles constituèrent alors une sorte d'aristocratie du monde érudit, disposant de moyens financiers et jouissant d'une grande considération. À côté d'elles, se créèrent d'autres sociétés au recrutement plus large et plus spécialisé, avec les aspirations du XIX^e siècle : sociétés d'histoire, d'archéologie (qualifiées alors d'« *antiquaires* »), de sciences naturelles, de médecine et pharmacie. Plus tard devaient apparaître des sociétés de géographie ou encore d'astronomie. En 1800, il y avait en France une cinquantaine de sociétés, le double en 1810, et 160 en 1830. À noter qu'à Montluçon, en 1801, une société d'émulation avait tenté de se créer.

Les sociétés ouvertes au grand public, toujours plus curieuses, connaîtront un essor ininterrompu : plus de 300 en 1848, 470 à la fin du Second Empire, et près



de 800 au début du XX^e siècle, dont celle des *Amis de Montluçon*. La croissance se poursuit jusqu'aux années trente, où leur nombre avoisina le millier, dont 800 en province (Lyon, Bordeaux, Toulouse, Marseille comptèrent chacune 15 ou 20 sociétés différentes). Elles seront surtout nombreuses dans le Nord Nord-Ouest et beaucoup moins en Basse-Bretagne, en Corse, dans des Alpes (hormis Grenoble) et dans une grande partie du Massif central et de ses abords. Seules Limoges, Clermont et Bourges atteignaient le chiffre de cinq sociétés savantes à l'orée du XX^e siècle.

Le conférencier évoque alors, en ce XIX^e siècle, les sociétés concernées du Massif central, foyers de vie intellectuelle, refuges et points de rencontre de la minorité instruite : fonctionnaires, enseignants, avocats, membres du clergé.

➤ Limoges possède une Société d'agriculture, sciences et arts restaurée sous le Consulat, une Société vétérinaire, une Société archéologique et historique, une Société de médecine et pharmacie, puis, plus tard une Société Gay-Lussac et une de botanique ;

➤ Clermont possède cinq sociétés, celles de l'université, d'histoire naturelle, des archives d'Auvergne, d'horticulture et de météorologie. Riom et Thiers sont dotés chacune d'une société locale ;

➤ À Aurillac existe une Société des lettres, sciences et arts ;

➤ Au Puy, il y a une Société d'agriculture, qui fusionnera ensuite avec les Amis des sciences ;

➤ Bourges a une Société d'antiquités créée en 1834. En 1850, elle s'assemblera avec la Société littéraire, artistique et scientifique, laquelle, sous le Second Empire, fusionnera avec celle des Antiquaires du Centre. Il faudra attendre la fin du XIX^e siècle pour voir naître une Société de géographie et une Société des architectes du Centre ;

➤ À Moulins, en 1845, est créée la Société d'émulation, qui concentrera toute l'activité savante du département. La même année, Gannat se dote d'une Société des sciences médicales ;

➤ Guéret se contentait d'une seule Société d'histoire naturelle (1832), à laquelle s'ajoutera celle d'archéologie et d'histoire ;

➤ À Brive, en 1878, sous le patronage du célèbre archiviste Lasteyrie, est fondée la Société scientifique, historique et archéologique. L'année suivante, à Tulle, c'est une très républicaine sinon maçonnique Société des lettres, sciences et arts, qui s'ouvre. Elle avait été précédée sans trop de succès par une Société historique et littéraire du Bas-Limousin.

Les travaux de toutes ces sociétés ont donné lieu à la publication de multiples bulletins, mémoires ou autres

et, dans la première partie du XIX^e siècle, le ministre Guizot facilita l'échange entre toutes les sociétés par l'exemption de frais postaux. Et c'est un Corrèzien de Paris, Robert de Lasteyrie, qui donna leur consécration officielle en en dressant une *Bibliographie générale* publiée par le ministère de l'Instruction publique à partir de 1888. À toute cette offre culturelle, à cette vulgarisation des savoirs qui accompagnaient l'effort contemporain de scolarisation au moins élémentaire, il faut ajouter des concours, des prix, des médailles qui étaient décernées solennellement à telle ou telle personne méritante. Tout ceci a été officiellement reconnu et encouragé par le biais du C.T.H.S.¹ qui, depuis 1834, encadre cette masse potentielle de chercheurs bénévoles en leur proposant des thèmes communs d'étude, et qui subventionne modestement les sociétés les plus fécondes. La *Société éduenne* à Autun, ou la *Diana* de Montbrison, seront longtemps classées parmi les meilleures.

« *Diversifiées, on le voit, dans les villes les plus importantes, uniques et polyvalentes dans la plupart des autres, ces sociétés jouent un rôle d'autant plus notable d'animation culturelle que les autres agents potentiels en sont rares. En quoi consiste cette animation ? D'abord dans les réunions régulières d'une élite instruite, ayant fréquenté lycée ou collège, sinon quelque faculté. La société savante lui offre un cadre propice pour continuer à se cultiver et, mieux, pour se livrer à des recherches érudites portant de préférence sur la région. En effet, si les académies se veulent volontiers généralistes, avec une place notable accordée aux belles-lettres et tout spécialement à la poésie, l'intérêt des autres groupements se porte de plus en plus vers l'histoire locale, le patrimoine archéologique, la flore ou la géologie du département, l'évocation de ses grands hommes, la collecte de ses traditions, de son folklore, de son dialecte éventuellement. Dans un Massif central en large partie occitan, l'écho du félibrige et de son initiateur, Frédéric Mistral, se traduit par la création d' « écoles félibréennes » jusqu'à Brive, Aurillac et Clermont-Ferrand, qui cherchent à préserver et revaloriser les parlers auvergnat ou limousin. »*

Les sociétés savantes ont souvent eu un rôle dans la dénomination des rues ou la réalisation de la statue d'un personnage local, intervenant aussi dans un souci d'embellissement urbain de leur ville ou de sauvegarde d'un édifice, et leurs diverses collections scientifiques ont parfois été l'amorce d'un musée, ainsi que l'indique M. Chaline : « *Ces sociétés se sont dotées de bibliothèques et ont rassemblé des collections de toutes sortes, amorces de musées privés plus tard municipalisés. C'est le cas à Guéret avec la Société des sciences naturelles*

1 - CTHS : Comité des Travaux Historiques et Scientifiques. C'est cet organisme qui organise chaque année les congrès nationaux.

et archéologiques de la Creuse, dont les collections, cédées à la ville, seront finalement installées dans l'hôtel Du Clos. À Tulle, la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze s'est attachée à créer un musée d'ethnographie dans un ancien cloître qu'elle a réussi à sauver. On retrouve un objectif similaire chez les Amis de Montluçon, qui visent à présenter en leur château des collections archéologiques et scientifiques. À Moulins, la Société d'émulation a installé les siennes dans une pittoresque demeure proche du Jacquemart. Nul n'égale cependant la spectaculaire réussite des Antiquaires de Picardie qui, sous le Second Empire, a réussi à doter Amiens d'un musée digne du Louvre parisien ! »

C'est à la suite des années trente que s'est fait sentir un certain déclin qui remette en cause tant le succès que l'image même des sociétés savantes, et le conférencier explique pourquoi :

« Si les deux guerres mondiales n'ont pas vraiment interrompu les activités de ces sociétés, leurs membres dépassant souvent l'âge d'être mobilisés, leurs conséquences économiques, comme celles de la grande crise de 1929, ont très fortement affecté leurs finances, entravant notamment leurs publications qui s'espacent ou s'arrêtent. La disparition progressive des rentiers et l'appauvrissement des propriétaires fonciers, deux catégories d'oisifs très représentées dans le monde érudit (par exemple à la Société d'émulation du Bourbonnais, qui comptait près d'un tiers de noms à particule vers 1914) réduit le recrutement et accélère le vieillissement des membres ; les jeunes diplômés (fonctionnaires, enseignants...) rechignant pour leur part à rejoindre des groupements jugés trop chenus, traditionalistes et scientifiquement dépassés. Cette image négative culmine après 1945 : dans l'ambiance des « Trente Glorieuses », de la reconstruction et de la croissance, les sociétés savantes apparaissent comme une expression de la France d'hier, comme une survivance vouée à une extinction prochaine. La recherche ? Désormais, c'est le C.N.R.S., avec ses laboratoires. La diffusion des connaissances ? C'est l'affaire des lycées puis des universités dont l'accès se démocratise. L'animation culturelle ? Ce sont les M.J.C. et toute une prise en main par des organismes publics. À quoi pourraient servir encore ces vieilles barbes que ridiculise l'expression dévalorisante d' « érudits locaux » ?... »

« C'est ainsi que l'on voit dépérir ou disparaître en ce second tiers du XX^e siècle un grand nombre de sociétés nées au XIX^e. On peut notamment citer ces deux grands succès de la fin du siècle précédent qu'étaient les sociétés d'astronomie populaire ou de géographie, fortes alors de milliers de membres. Mais combien y aurait-il aussi de sociétés locales, un peu touche à tout, qui entrent alors en sommeil ou s'éteignent sans bruit ! Lorsqu'en 1958 le C.T.H.S., organe ministériel de tutelle, tente de dresser

une liste officielle des sociétés savantes existantes, ce qu'il n'avait plus fait depuis 1931, la chute apparaît brutale : quelques centaines seulement, alors qu'on avait atteint au moins le millier avant guerre. Un autre dénombrement en 1975, plus exhaustif sans doute, n'en totalisera que 659, Paris inclus. »

Maintenant, d'une manière générale, l'évolution des esprits à la fin de XX^e siècle est revenue propice à une sociabilité savante car le doute est apparu sur une croissance et un progrès technique indéfinis, le développement de préoccupations écologiques « sur l'environnement, la crainte de voir disparaître l'héritage du passé, le désir de sauvegarder ces « lieux de mémoire » que sont les monuments, les traditions et les parlers locaux. C'est dans ces décennies que la notion même de « patrimoine » passe d'une acception purement économique – ce que l'on possède ou transmet – à un sens de bien culturel et collectif, avec tout le succès que connaissent les Journées qui lui sont consacrées au mois de septembre. »

« Tout cela réuni offre un contexte favorable, au moins pour les sociétés qui ont su s'adapter aux demandes nouvelles. S'il n'est plus guère possible, aujourd'hui, de faire dans un tel cadre un travail de sciences dures, au matériel par trop coûteux et aux méthodes trop complexes, et si des champs d'action traditionnels comme l'archéologie, chère aux « antiquaires » d'antan, se voient fermés par une stricte réglementation des fouilles, rien n'empêche d'étudier encore la flore, l'histoire, les monuments, le patrimoine local ; ni de diffuser les connaissances, d'initier les jeunes, d'organiser conférences ou voyages. Parmi bien d'autres, le conférencier cite l'exemple de la S.H.A.V.E.², née en 1938, qui réussit bien dans le genre avec un public non négligeable. Il signale les Amis du patrimoine religieux en Bourbonnais qui visitent, inventorient et publient. Toutes les sociétés qui sont aujourd'hui reconnues participent à une conférence nationale des académies de province, sous l'égide de l'Institut de France, avec une réunion annuelle qui se fait à Conti ou dans quelque grande ville. »

Les Amis de Montluçon remercient M. Jean-Pierre Chaline de leur avoir présenté une conférence fort intéressante qui impliquait et motivait leurs activités de bénévoles passionnés par le patrimoine bourbonnais.

Maurice Malleret

2 - S.H.A.V.E. : Société d'histoire et d'archéologie de Vichy et ses environs (1937). Les deux autres de l'Allier après l'Émulation et les Amis de Montluçon sont :

- la Société bourbonnaise des études locales (1912, relancée en 1920),

- le Cercle généalogique et héraldique du Bourbonnais (1978).